

INTERVIEW

MOHAMED LEMINE CHBIH CHEIKH MÉLAÏNINE

"Le libéralisme est régi par des règles... Il ne saurait se confondre avec l'anarchie"

Pour débattre de la situation économique du pays marquée par un laisser-aller dans le secteur informel et qui s'est traduit par une anarchie sur le marché des changes, nous avons interviewé un spécialiste, Mohamed Lemine Chbih Cheikh Mélaïnine, économiste, consultant international et ancien ministre.



INTERVIEW

MOHAMED LEMINE CHBIH CHEIKH MÉLAÏNINE

"Le libéralisme est régi par un certain nombre de règles... Il ne saurait se confondre avec l'anarchie"

Pour débattre de la situation économique du pays marquée par un laisser-aller dans le secteur informel et qui s'est traduit par une anarchie sur le marché des changes, nous avons interviewé un spécialiste, Mohamed Lemine Chbih Cheikh Mélaïnine, économiste; consultant international; ancien ministre du Plan, du développement Rural et du Commerce.

L'Authentique: que pensez-vous des dernières mesures prises par les pouvoirs publics destinées à enrayer la spéculation dans le milieu des changes?

Ch'Bih Cheikh Mélaïnine: Du point de vue stratégique, l'action menée par le gouvernement pour assainir la politique des changes est bonne, et je suis pour le principe. Mais je suis contre la chasse aux sorcières.

Ces mesures ne doivent pas être cosmétiques ou démagogiques. Il faut qu'elles s'inscrivent dans la durée. En plus, on devait initier des débats, organiser des tables rondes sur la question de l'économie aux fins de déceler l'origine du mal. L'une des réponses qui revient la première, c'est que si on en est arrivé là, à ce stade de spéculation, c'est que le gouvernement et les institutions saines encadrer cette économie ont démissionné.

Nous constatons aujourd'hui que la chute libre de l'ouguiya a favorisé le transfert de nos marchandises vers les pays voisins. Nos produits sont pompés pour être revendus directement à Dakar, Bamako, et j'en passe.

Les dernières décisions du gouvernement en la matière sont importantes, mais elles n'auront aucun sens si elles ne sont pas accompagnées et ce, simultanément, par des mesures d'accompagnement dont l'objet est d'éviter le ralentissement ou l'arrêt de l'activité économique. L'arrêt de la spéculation qui toutefois permettait l'accès aux devises, doit être compensé par la disponibilité des moyens de paiement extérieurs au niveau des banques et des bureaux de changes.

Cette mesure avait pour but d'éviter ce qui déjà pointe à l'horizon : l'achat de devises à des prix proches des cotations officielles et la cession de devises par les intermédiaires aux anciens prix ou tout simplement, l'absence d'offres de devises.

L'Authentique: ces opérations que vous appelez "Spéculations" jouent quand même un rôle important...

Ch'Bih Cheikh Mélaïnine : vous avez raison ! Leur rôle est important. Mais la question qui doit être posée, c'est : est-ce que cela se fait dans l'intérêt de la nation ? Ce que je ne crois pas... Non seulement cette spéculation porte essentiellement sur l'ouguiya, donc sur nos moyens de paiement qui sont tout simplement - au vu et au su de tout le monde - dépréciés, mais aussi cette spéculation contribue à appauvrir le marché par un destockage systématique. Les produits sur le marché sont pompés pour nos voisins, le Sénégal et le Mali en particulier, qui profitent de la dépréciation de l'ouguiya pour vider notre marché. LA reconstitution des stocks se fera avec une ouguiya toujours dévaluée et le coût de la spéculation est répercuté sans vergogne sur les prix. Ce qui contribue à la paupérisation de nos citoyens. En fait, c'est l'ensemble de l'économie nationale qui pâtit du comportement de ce genre d'agents économiques. La spéculation finit toujours par gangrener le tissu économique et c'est là, l'une des facettes dangereuses de l'anarchie qui caractérise le secteur informel.

L'Authentique : parlez-nous justement de cet informel qui a pris des ampleurs démesurées ces dernières années...



Ch'Bih Cheikh Mélaïnine

Ch'Bih Cheikh Mélaïnine: Il faut remonter un peu au début des années 90, pour comprendre la décision du gouvernement de favoriser la création et le développement du secteur informel. C'était l'époque des ajustements structurels, dominée par des mesures draconiennes et antisociales : les privatisations des entreprises publiques, les compressions de personnel, les rigueurs budgétaires... Il fallait créer un secteur dynamique, capable d'amortir le choc social, un secteur créateur d'emplois et de revenus, qui bénéficierait de privilèges, notamment fiscaux et réglementaires. Mais l'informel a ses limites et il semble que les privilèges accordés à ce secteur ont fini par pomper l'ensemble de l'économie et à "informaliser". Et cette "informalisation" de l'économie est excessivement dangereuse. Elle ne per-

met aucune régulation, parce que l'informel dans son anarchie, crée ses propres règles de jeu. Et c'est un peu ce qui s'est passé.

L'Authentique : cet informel a pourtant toujours été porteur de développement...

Ch'Bih Cheikh Mélaïnine: Nous n'avons pas inventé le monde. L'informel n'a jamais développé personne. Le développement passe par l'encadrement et l'organisation.

Les premières études sérieuses sur l'informel ont été réalisées sur les écoles latino-américaines, notamment l'école péruvienne. Celle-ci a expliqué que l'informel relève d'une forme de libéralisme qui aboutit à un mercantilisme de privilèges, lequel est très différent du capitalisme concurrentiel qui est respectueux des règles du marché. En fait, ce qui s'est passé chez nous est un phénomène classique : quand l'entreprise de type capitaliste privée ou publique, ne parvient pas à créer des emplois, l'informel devient une bouée de sauvetage. L'informel est né par un sacrifice énorme consenti par la société sur sa fiscalité et une partie de ses droits douaniers, ce qui en a fait un secteur privilégié non soumis aux contraintes de l'économie normative. Cet secteur est intervenu dans un contexte d'ajustement structurel qui s'est traduit par des licenciements massifs et la compression des dépenses publiques. Sa finalité était de fournir des emplois et partant, des activités génératrices de revenus. Malheureusement l'accumulation de capitaux qui s'en est suivie a confiné ses

bénéficiaires dans ce secteur alors que ces derniers devaient se greffer à ce stade, sur l'économie formelle et participer à l'effort de développement. Autre aspect, le caractère de cet informel dont l'essentiel est constitué par le commerce, un secteur improductif et non créateur de valeur ajoutée. Il s'en est suivi un développement excessif de l'activité commerciale, certes générateur d'emplois et de revenus, mais dont la participation au développement économique du pays est limitée par l'absence d'investissements dans les secteurs productifs. C'est ce qui se passe un peu en Mauritanie... Aujourd'hui la société n'a plus le droit de se sacrifier pour cet informel devenu une force économique occulte. Il faut qu'une partie de cet informel qui a atteint un certain seuil de capitalisation et de richesse, se greffe sur l'économie formelle, qu'il paie les impôts, les droits de douane, qu'il investisse dans l'économie et qu'il participe à l'effort de développement.

L'Authentique : voulez-vous dire que cet informel ne sert qu'à certains acteurs de l'économie ?

Ch'Bih Cheikh Mélaïnine:

je ne veux pas parler des individus mais des secteurs d'activités. Il est prouvé actuellement qu'il y a une "informalisation" de l'ensemble de l'économie, en ce sens que le formel a été pratiquement absorbé par l'informel dans une sorte de glissement progressif, pour jouir des privilèges de l'économie parallèle qui est régie par ses propres lois

INTERVIEW

MOHAMED LEMINE CHBIH CHEIKH
MÉLAÏNINE

"Le libéralisme est régi par un certain nombre de règles... Il ne saurait se confondre avec l'anarchie"



basées sur la spéculation et les méthodes mercantilistes. Une grande partie de cet informel, conçu au départ comme un palliatif aux mesures draconiennes de la période des ajustements structurels, ne répond plus à la définition. La question aujourd'hui concerne cette problématique : il s'agit de ce grand pan de l'économie nationale qui échappe à l'encadrement nécessaire et cette mauvaise pratique économique qui se réclame du libéralisme et qui s'en inspire, alors que le libéralisme est régi par un certain nombre de règles et qu'il ne saurait se confondre avec l'anarchie.

L'Authentique : avez-vous des solutions de sortie de crise ?

Ch'Bih Cheikh Mélaïne : il faut revenir au niveau de l'ensemble du gouvernement, à une gestion saine de l'économie. Le libéralisme n'exclut pas un rôle imminent de l'État. Celui-ci doit pouvoir initier, encadrer, planifier, contrôler et surveiller l'ensemble des activités économiques. C'est cette coordination et ce rôle d'encadrement qui lui permettent, par la manipulation d'un ensemble de leviers, d'assurer la croissance et le développement. Confondre le libéralisme et l'anarchie, c'est démissionner et institutionnaliser l'informel. L'État doit pouvoir surveiller l'activité économique, intégrer l'ensemble des secteurs et surveiller les performances, pour pouvoir intervenir quand il le faut. Une police économique et financière dirigée par des économistes, des ingénieurs, des comptables de haut niveau, doit pouvoir informer les détenteurs de l'initiative économique pour agir en conséquence. Aujourd'hui, suite à "l'informalisation" de l'économie, au développement de l'activi-

té spéculative et à l'absence des structures de suivi de la formation des prix, l'ouguiya est en chute libre - sans raison économique, car l'odeur du pétrole devrait renforcer sa cotation; et les liquidités sont hors banques.

Il serait alors nécessaire de :

- * frapper une nouvelle ouguiya pour ramener la confiance dans nos moyens de paiement. Il serait même nécessaire, vue l'importance future du pétrole dans notre balance commerciale, d'accrocher l'ouguiya par un taux stable avec une grande monnaie de référence;

- * opter, dans le cadre de l'encadrement du change, pour une politique d'Open Market où les interventions de la BCM seraient journalières;

- * réactiver les rôles des banques primaires dans les transactions internationales;

- * amener les agents économiques à employer les moyens de paiement bancaires (chèques, transferts, domiciliation...) pour ramener les liquidités dans les banques;

- * plafonner financièrement les transactions informelles pour éviter le glissement de l'activité économique vers ce secteur et pour limiter les sacrifices consentis par la société.

Toutefois, je tiens à souligner que sans des mesures claires permettant la relance de l'économie, l'action menée actuellement par le gouvernement serait un recul du libéralisme.

Propos recueillis par Oumar El Moctar